

Terres convoitées

... **Jean-Claude Huot**, Cossonay-Ville (VD)
Secrétaire romand d'Action de Carême

société

Dans un grand hôtel genevois, une conférence avait lieu le 10 juin dernier sur les investissements dans les domaines de l'agriculture et de la propriété terrienne. Parmi l'ensemble des événements de la cité internationale et financière, cette rencontre passa inaperçu. Elle illustre toutefois l'intérêt croissant des milieux financiers pour les terres agricoles.

C'est fin 2008 que cet intérêt est apparu au grand jour. En octobre, l'entreprise sud-coréenne Daewoo passait un accord avec le président malgache en vue de louer 1,3 million d'hectares à Madagascar, afin de produire du maïs et de l'huile de palme destinés au marché coréen. Cette nouvelle fit le tour du monde et les protestations furent nombreuses. Elle précipita d'ailleurs la chute du président Ravalomanana en mars 2009.

Cette tentative d'une entreprise sud-coréenne de s'emparer de la moitié des terres cultivées malgaches a déclenché un débat qui n'est pas prêt de s'arrêter : s'agit-il « d'investissements agricoles » contribuant à lutter contre la pénurie alimentaire, comme l'affir-

ment la Banque mondiale et de nombreux gouvernements, ou d'un « accaparement de terres » de nature néo-coloniale, comme le craignent de nombreuses ONG dont GRAIN (Genetic Resources Action International) qui a créé un blog d'observation du phénomène ?¹

Expansion du procédé

Ces deux dernières années, les exemples de ce type se sont multipliés. Ainsi la Banque mondiale estime qu'entre 2006 et 2009, quelques 50 millions d'hectares ont été vendus ou loués en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'Agence de la coopération technique allemande observe que plus de 20 millions d'hectares ont été cédés par 18 pays africains, dont 10 seulement pour le Mozambique.²

En Ethiopie, le directeur de l'agence d'investissement agricole annonce que 3 millions d'hectares (une surface équivalente à celle de la Belgique) ont été clôturés en vue d'être loués à des investisseurs³ et que 600 000 hectares ont déjà été loués, notamment à des entreprises indiennes, chinoises et saoudiennes. Au Congo, 200 000 hectares sont destinés à des investisseurs sud-africains pour la culture de maïs et de soja et le gouvernement négocie la location de... 10 millions d'hectares ! Le Kenya promet 40 000 hectares au Qatar pour la production de fruits et de

Au moment où une grande partie des pays africains célèbrent les 50 ans de leur indépendance, nombre d'entre eux vendent ou louent à des entreprises étrangères d'énormes surfaces agricoles pour produire des denrées uniquement destinées à l'exportation. Le plus souvent, les populations locales sont exclues de ces transactions. Elles ne les découvrent qu'au moment où elles sont expulsées de leur terre. Ce phénomène inquiète de nombreuses ONG, dont Action de Carême.

1 • <http://farmlandgrab.org>.

2 • www.lesafriques.com consulté le 15.07.10, **Walid Kéfi**, *La ruée sur les terres agricoles s'accélère en Afrique*.

3 • Sauf indication contraire, les informations de cet article sont tirées de **Pain pour le Prochain et Action de Carême**, *L'accaparement des terres*, 1/2010, 30 p. Cette brochure peut être commandée à Action de Carême, ☎ ++(0)21 617 88 81.

société

légumes destinés à cet émirat, et le Niger a cédé 100 000 hectares à un fonds souverain libyen pour la production de riz.

Les ressorts de cet engouement pour la terre d'autrui sont de deux ordres : le souci de trouver de nouvelles voies d'approvisionnement et la possibilité d'investissements rentables dans un domaine - l'agriculture - négligé pendant plusieurs décennies. La crise alimentaire de 2008 a fait prendre conscience aux pays tributaires des importations pour l'alimentation de leur population du coût de cette dépendance. La culture vivrière à l'étranger est devenue pour des Etats comme la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite ou le Japon une stratégie d'approvisionnement.

*Plantation de soja,
Madagascar*



La crise financière, quant à elle, a réveillé l'intérêt des fonds spéculatifs et des banques. En investissant dans la terre, ils espèrent un bon rendement sur un produit dont la valeur va certainement augmenter étant donnée la croissance de la demande en produits agricoles. La Suisse abrite plusieurs fonds qui participent à cet engouement, comme GlobalAgriCap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève, Man Investments (CH) AG à Pfäffikon (SZ). Des banques suisses sont également intéressées : Crédit Suisse et UBS ont ainsi participé en 2009 à l'émission d'actions pour le compte de Golden Agri-Ressources, une entreprise indonésienne accusée d'accaparer de grandes surfaces pour la production d'huile de palme, et la banque privée Pictet gère un fonds actif dans ce domaine.⁴ Des entreprises suisses actives dans les matières premières sont également entrées dans ce marché.⁵

Lourdes conséquences

Les Etats qui vendent ou louent ainsi de grandes surfaces à des investisseurs étrangers espèrent des retombées : transfert de technologie, relance de la production agricole, paiement de loyers. Cependant les bénéfices demeurent limités pour la population locale qui souffre souvent de malnutrition chronique et les contrats restent inconnus des paysans contraints, en fin de compte, de quitter leurs terres. Les lacunes du droit foncier ou le mélange d'un droit formel avec un droit coutumier affaiblissent la position des

4 • PF (LUX) - Agriculture Fund.

5 • Glencore (ZG) et Addax Bioenergy (GE) en sont deux exemples.

familles paysannes qui cultivaient des terres sans titre formel de propriété. Au Bénin, par exemple, l'endettement familial contraint à vendre ; les terres perdues restent en jachère ; les nouveaux propriétaires attendent de constituer de gros lots à vendre à des investisseurs étrangers. C'est ainsi que la région de Zou, qui pourrait être le grenier à blé du pays, se couvre de jachères. Dans certaines communes, jusqu'à la moitié des terres sont en main d'investisseurs étrangers.⁶

Aux questions de subsistance immédiate des paysans locaux dont l'accès à la terre est restreint, s'ajoutent les doutes sur la capacité de cette agro-industrie à contribuer à la sécurité alimentaire. Un grand nombre de ces projets sont dédiés à des plantes fourragères et à la production d'agrocarburants. Maïs, soja, huile de palme, sucre de canne vont nourrir les volailles et le bétail destinés à la boucherie. Or la production de viande provoque d'énormes pertes nutritives (pour une calorie de viande, on a besoin de 7 calories végétales). Le problème est encore aggravé avec les agrocarburants car alors l'huile ou le sucre ne servent plus du tout à la nourriture humaine. Or la plupart des projets se situent dans des pays qui souffrent de la faim. A Madagascar, l'entreprise Daewoo pré-

voyait d'exporter par bateau l'entièreté de la production alors même que 3,5 % de la population souffre de la faim. En Ethiopie où 3 millions d'hectares sont destinés à la location, 6,2 millions de personnes souffrent de la faim.

Changer de politique agricole

Face à ces questions, les instances internationales peinent à trouver des solutions. Elles relèvent que de nombreuses conditions devraient être remplies pour que les populations locales profitent aussi de ces investissements. La FAO⁷ a élaboré des principes pour les investissements agricoles avec la Banque mondiale et la CNUCED.⁸ Ces principes, publiés en janvier 2010, demandent un renforcement de la capacité des populations locales à générer des revenus.⁹ Ils rappellent toutefois que rares sont les terres réellement inoccupées et que les droits de propriété doivent souvent être clarifiés avant de procéder à la vente ou la location de terres. De ces principes, il est prévu de tirer des lignes directrices à l'attention des investisseurs et des gouvernements.

Un rapport rendu public en juin 2010 et commandé, entre autres, par la FAO et la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération helvétique souligne l'importance d'investissements « inclusifs ». Plutôt que de minimiser les effets négatifs de l'acquisition de grandes surfaces, l'étude propose d'investir de manière rentable dans l'agriculture, tout en favorisant les opportunités pour les petits propriétaires locaux.

Cette recherche relève toutefois qu'il faut renforcer le pouvoir de négociation de ces derniers et les soutenir dans

6 • D'après un journal local, *La Nouvelle Tribune*, 15.06.06, **Marcel Zoumenou**, *Des terres cultivables bradées à des groupes financiers étrangers* (www.farmlandgrab.org/13717, consulté le 21.07.10).

7 • Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

8 • Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

9 • *Principles for Responsible Agricultural Investment that Respect Rights, Livelihoods and Resources*, disponibles en anglais uniquement sur les sites Internet des organisations concernées.

leurs relations avec les autorités gouvernementales et les investisseurs.¹⁰

Ces démarches laissent sceptiques des ONG opposées à l'accaparement de terres. Pour ces centaines d'organisations non gouvernementales, notamment le réseau paysan Via Campesina, élaborer des principes relève de la cosmétique.¹¹ C'est « le transfert à des investisseurs étrangers de droits sur des terres agricoles des pays en développement » qui doit être dénoncé. Cette tendance lourde, observée et soutenue par la Banque mondiale, doit être stoppée. Car, « d'une manière ou d'une autre, les terres agricoles et les forêts sont soustraites au contrôle des petits producteurs - femmes et hommes -, des pêcheurs et des éleveurs à des fins commerciales, ce qui conduit à leur déplacement, à la faim et à la pauvreté ». Ces ONG recommandent plutôt de limiter l'accès des entreprises à la terre, de maintenir cette dernière entre les mains des communautés locales, de mettre en œuvre une véritable

réforme agraire et d'orienter les politiques agricoles vers la souveraineté alimentaire.

Ces préoccupations sont partagées par les partenaires d'Action de Carême qui travaillent dans les campagnes de Colombie, des Philippines ou du Sénégal. Priorité doit être mise sur des méthodes agricoles qui freinent le réchauffement climatique et augmentent la quantité et la qualité de la production agricole, qui améliorent les sols et les revenus des paysans. L'agriculture doit être maîtrisée par les familles paysannes elles-mêmes : tant le sol que les semences et les intrants, ainsi que la recherche pour augmenter la productivité, doivent rester sous leur contrôle. Action de Carême comme Pain pour le Prochain partagent les recommandations du Rapport sur l'agriculture mondiale 2008.¹² Celui-ci prône une révision fondamentale de la production agricole, fondée sur de petites exploitations gérant le sol et l'eau de manière durable. Elles relèvent, avec le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation Olivier de Schutter,¹³ que l'agro-écologie, autrement dit une agriculture respectant la nature et ne faisant que faiblement recours aux intrants chimiques, est apte à augmenter les rendements et à améliorer les revenus des paysans.

J.-Cl. H.

Entreprises et droits humains

Vers une clarification des responsabilités

Un symposium organisé par la Cotmec, Pain pour le Prochain, Action de Carême, au Centre international des conférences de Genève, 17, rue Varembe, Genève, **le 18 octobre, de 10h à 17h30.**

A partir d'un exemple d'accaparement de terres, le symposium permettra de cerner les difficultés et les pistes relatives à la responsabilité sociale des entreprises quand elles sont engagées dans de grands projets à l'étranger.

Informations et inscriptions : www.droitalimentation.ch/symposium

10 • Sonja Vermeulen et Lorenzo Cotula, *Making the most of agricultural investment. A survey of business models that provide opportunities for smallholders*, FAO et IIED 2010.

11 • Elles l'ont affirmé dans une déclaration publiée le 22 avril 2010 : *Pour un arrêt immédiat de l'accaparement de terres* (www.grain.org/o/?id=103 consulté le 21.07.10). Les citations de ce paragraphe sont tirées de cette déclaration.

12 • Disponible sur www.agassessment.org.

13 • Voir son site www.srfood.org.